

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/201892]

10 MARS 2017. — Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 introduisant certaines dérogations pour l'admission des races primitives et variétés agricoles naturellement adaptées aux conditions locales et régionales et menacées d'érosion génétique, et pour la commercialisation de semences et de plants de pommes de terre de ces races primitives et variétés

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, l'article D.134, 1°, 2°, 4°, 8°, 9° et 10°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 introduisant certaines dérogations pour l'admission des races primitives et variétés agricoles naturellement adaptées aux conditions locales et régionales et menacées d'érosion génétique, et pour la commercialisation de semences et de plants de pommes de terre de ces races primitives et variétés, les articles 11, 18, 23 et 24;

Vu le rapport du 8 juillet 2016 d'évaluation de l'impact du projet établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 13 juillet 2016, approuvée le 13 octobre 2016;

Vu l'avis 60.882/4 du Conseil d'État, donné le 13 février 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Une variété de conservation est inscrite au catalogue des variétés des espèces de plantes agricoles, établi par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 relatif aux catalogues des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes et abrogeant certaines dispositions en la matière, sur demande de la personne physique ou morale qui assure la sélection conservatrice de cette variété.

La demande est adressée au Service, sous forme d'un dossier reprenant toutes les informations visées à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 introduisant certaines dérogations pour l'admission des races primitives et variétés agricoles naturellement adaptées aux conditions locales et régionales et menacées d'érosion génétique, et pour la commercialisation de semences et de plants de pommes de terre de ces races primitives et variétés, dénommé ci-après l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009.

Les connaissances acquises sur la base de l'expérience pratique au cours de la culture, de la multiplication et de l'utilisation, visées à l'article 6, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009, comprendront aussi des informations permettant de retracer et de vérifier l'origine la plus ancienne connue des semences disponibles pour le maintien ou la production de semences de la variété.

La demande est effective dès lors que le Service a réceptionné la redevance due au Fonds pour le dépôt de la demande d'inscription visée à l'article 11, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009. La date de réception du paiement de la redevance constitue la date de référence de la demande.

§ 2. Le Service vérifie la maintenance effective de la variété de conservation, ainsi que la conformité de la variété à la description proposée. La maintenance effective implique une culture de la variété dans le respect des règles de la sélection conservatrice recommandées pour l'espèce considérée et selon les modalités fixées à l'article 2.

§ 3. Le Service statue sur l'admission de la variété au catalogue après qu'il ait pu constater en culture la conformité de la variété à la description proposée par le demandeur. La variété est admise au catalogue si le Service n'a pas statué sur la demande au 1^{er} octobre de l'année de vérification de la description variétale.

Le Service peut requérir l'avis de toute institution scientifique, de tout organisme actif dans la conservation de la biodiversité des espèces de plantes cultivées ou du Comité pour l'élaboration du catalogue des variétés des espèces de plantes agricoles et l'élaboration du catalogue des variétés des espèces de légumes institué à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 visé au paragraphe 1^{er}.

Le refus de l'admission de la variété au catalogue est motivé auprès de la personne ayant introduit la demande.

Une variété de conservation reste inscrite au catalogue aussi longtemps que la sélection conservatrice en est assurée, conformément à l'article 2, par au moins une personne responsable enregistrée auprès du Service et que des semences sont disponibles pour assurer la commercialisation de la variété.

§ 4. Si une variété est inscrite comme variété de conservation au catalogue d'un pays voisin, le dossier visé au paragraphe 1^{er} reprend aussi les arguments qui fondent l'extension de la région d'origine de cette variété au territoire de la Région wallonne et permettent la conclusion de l'accord visé à l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009. La sélection conservatrice sur le territoire de la Région wallonne visée à l'article 1^{er}, § 2, s'applique, même si une sélection conservatrice est effectuée dans la région d'origine de la variété dans le pays voisin.

Art. 2. La personne qui assure la sélection conservatrice d'une variété de conservation est enregistrée comme telle par le Service, aux conditions financières établies par l'arrêté royal du 25 octobre 1991 fixant les rétributions dues pour le contrôle des semences et des plants agricoles et horticoles, ainsi que des rétributions dues du chef de l'exercice de certaines professions dans l'agriculture, l'horticulture et la sylviculture.

La personne qui assure la sélection conservatrice de variétés de conservation déclare chaque année par écrit au Service, avant les dates limites fixées à l'article 5, § 1^{er}, pour chacune des variétés concernées, le programme de sélection conservatrice annuel en précisant :

1° la méthode appliquée;

2° l'emplacement des parcelles;

3° la superficie des parcelles;

4° la destination des semences à produire;

5° les quantités de semences produites lors de la campagne de production précédente.

Le Service peut effectuer sur place et sans préavis tout contrôle jugé nécessaire en relation avec la sélection conservatrice et la disponibilité des semences pour leur mise sur le marché.

Art. 3. Le fournisseur de semences de variétés de conservation est enregistré auprès du Service.

Le Service autorise l'activité de fournisseur de semences de variétés de conservation après avoir constaté que le fournisseur dispose de locaux propres, secs, bien aérés et éclairés, dont les superficies sont en rapport avec les volumes envisagés de semences à produire. Le fournisseur dispose des facilités et de l'appareillage nécessaires en rapport avec le volume envisagé de semences à produire, ainsi que du matériel nécessaire pour le conditionnement et l'étiquetage de ces semences. Au moins une balance permettant la pesée des semences conditionnées avec une précision suffisante doit être présente. Le fournisseur identifie une personne physique responsable du processus de production.

L'autorisation est accordée pour un an et est tacitement renouvelée, pour autant que les conditions fixées restent remplies, que la production soit conforme à la législation et que le fournisseur remplisse ses obligations envers le Service. L'autorisation est révoquée par le Service lorsque les conditions ne sont plus remplies.

Art. 4. Pour chaque espèce produite, le fournisseur tient une comptabilité-matière de son activité et la soumet au Service à sa demande. Cette comptabilité comporte, par espèce et par variété de conservation, les renseignements suivants pour les semences à l'entrée :

- 1° la date de réception du lot;
- 2° le nom de l'espèce et de la variété de conservation;
- 3° le numéro de référence du lot;
- 4° le numéro de l'échantillon analysé en application de l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009;
- 5° la quantité;
- 6° toute remarque ou constatation pertinente.

Cette comptabilité comporte, par espèce et par variété de conservation, les renseignements suivants pour les semences à la sortie :

- 1° la date de production;
- 2° la date de sortie;
- 3° le nombre d'emballages par catégorie de poids;
- 4° la quantité totale;
- 5° si le numéro de référence du fournisseur à la sortie est différent du numéro de lot à l'entrée, le lien avec le numéro de référence du lot entrant.

Art. 5. § 1^{er}. Le fournisseur de semences de variétés de conservation, quelle que soit l'espèce multipliée, communique au Service, selon les modalités déterminées par le Service, la localisation des parcelles de multiplication mises en place, ainsi que l'identité et les coordonnées de la personne en charge du suivi de ces multiplications.

Les informations visées à l'alinéa 1^{er} sont communiquées au Service avant :

- 1° le 15 janvier pour les cultures semées avant le 31 décembre de l'année précédente;
- 2° le 15 avril pour les cultures semées entre le 1^{er} janvier et le 31 mars de la même année;
- 3° le 15 mai pour les cultures semées entre le 1^{er} avril et le 30 avril de la même année.

Les informations visées à l'alinéa 1^{er} sont communiquées au Service au plus tard quinze jours après le semis pour les cultures semées après le 30 avril.

Le Service a libre accès aux parcelles de multiplication. Il informe la personne responsable du suivi des multiplications préalablement à sa visite.

§ 2. Le Service a libre accès au stock de semences récoltées, aux heures d'ouverture des installations du fournisseur ou sur rendez-vous convenu entre le Service et le fournisseur. Il peut prélever tout échantillon qu'il juge nécessaire. Le contrôle effectué conformément à l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 peut notamment servir à vérifier les conséquences pour la qualité des semences de constatations effectuées en champ. Il peut aussi être motivé par d'éventuels problèmes communiqués au Service ou constatés par lui lors de l'utilisation des semences produites.

A l'exception des échantillons des lots de plants de pomme de terre qui ne sont pas conservés, le fournisseur tient à la disposition du Service, pendant deux ans au moins à compter de la date de clôture de l'analyse, un échantillon des lots de semences commercialisés et analysés en application de l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009. Quelle que soit l'espèce multipliée, les résultats des analyses effectuées sont tenues à disposition du Service pendant deux ans au moins à compter depuis la date de clôture de l'analyse.

Namur, le 10 mars 2017.

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/201892]

10. MÄRZ 2017 — Ministerialerlass zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2009 mit Ausnahmeregelungen für die Zulassung von Landsorten und anderen Sorten, die an die natürlichen örtlichen und regionalen Gegebenheiten angepasst und von genetischer Erosion bedroht sind, sowie für das Inverkehrbringen von Saatgut bzw. Pflanzkartoffeln dieser Sorten

Der Minister für Landwirtschaft

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.134 Ziffern 1, 2, 4, 8, 9 und 10;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2009 mit Ausnahmeregelungen für die Zulassung von Landsorten und anderen Sorten, die an die natürlichen örtlichen und regionalen Gegebenheiten angepasst und von genetischer Erosion bedroht sind, sowie für das Inverkehrbringen von Saatgut bzw. Pflanzkartoffeln dieser Sorten, Artikel 11, 18, 23 und 24;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 8. Juli 2016 über die Auswirkung des Entwurfs auf die jeweilige Situation der Frauen und Männer;

Aufgrund der am 13. Oktober 2016 genehmigten Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 13. Juli 2016;

Aufgrund des am 13. Februar 2017 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 60.882/4 des Staatsrats;

Beschließt:

Artikel 1 - § 1. Eine Erhaltungssorte wird auf Antrag der natürlichen oder juristischen Person, die die Erhaltungszüchtung dieser Sorte gewährleistet, in den durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. April 2014 über die Kataloge der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten und Gemüsearten und zur Aufhebung gewisser Bestimmungen in diesem Bereich festgelegten Katalog der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten eingetragen.

Der Antrag wird bei der Dienststelle in Form einer Akte mit allen Informationen eingereicht, die in Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2009 mit Ausnahmeregelungen für die Zulassung von Landsorten und anderen Sorten, die an die natürlichen örtlichen und regionalen Gegebenheiten angepasst und von genetischer Erosion bedroht sind, sowie für das Inverkehrbringen von Saatgut bzw. Pflanzkartoffeln dieser Sorten, nachstehend der Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2009 genannt, angeführt werden.

Die aufgrund praktischer Erfahrungen bei Anbau, Vermehrung und Nutzung gewonnenen Erkenntnisse gemäß Artikel 6 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2009 umfassen zudem Informationen zur Rückverfolgung und Dokumentierung des ältesten bekannten Ursprungs für das Saatgut, das zur Erhaltung oder Erzeugung von Saatgut der Sorte zur Verfügung steht.

Der Antrag wird effektiv, sobald die Dienststelle die Gebühr, die dem Fonds für den Antrag auf Eintragung nach Artikel 11 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2009 zu entrichten ist, eingetrieben hat. Das Datum, an dem die Gebühr eingetrieben wird, gilt als Bezugsdatum für den Antrag.

§ 2. Die Dienststelle prüft die effektive Erhaltung der Erhaltungssorte sowie die Übereinstimmung der Sorte mit der vorgeschlagenen Beschreibung nach. Die effektive Erhaltung setzt voraus, dass die Sorte auf dem Gebiet der Wallonischen Region nach den für die betroffene Art empfohlenen Regeln der Erhaltungszüchtung und gemäß den in Artikel 2 festgelegten Modalitäten angebaut wird.

§ 3. Die Dienststelle entscheidet über die Aufnahme der Sorte in den Katalog, nachdem sie im Anbau die Übereinstimmung der Sorte mit der durch den Antragsteller vorgeschlagenen Beschreibung festgestellt hat. Falls die Dienststelle am 1. Oktober des Jahres der Prüfung der Sortenbeschreibung nicht über den Antrag beschlossen hat, wird die Sorte in den Katalog aufgenommen.

Die Dienststelle kann jedes wissenschaftliche Institut, jede im Bereich der Erhaltung der biologischen Vielfalt der angebauten Pflanzenarten tätige Einrichtung oder den durch Artikel 5 des in Paragraph 1 erwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2014 eingesetzten wallonischen Ausschuss für die Ausarbeitung des Katalogs der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten und des Katalogs der Sorten von Gemüsearten zur Begutachtung heranziehen.

Die Gründe für die Ablehnung der Aufnahme der Sorte in den Katalog werden dem Antragsteller mitgeteilt.

Eine Erhaltungssorte bleibt im Katalog eingetragen, solange deren Erhaltungszüchtung gemäß Artikel 2 von mindestens einer bei der Dienststelle eingetragenen verantwortlichen Person gewährleistet wird und Saatgut zur Verfügung steht, um das Inverkehrbringen der Sorte sicherzustellen.

§ 4. Ist eine Sorte als Erhaltungssorte im Katalog eines Nachbarlandes eingetragen, so umfasst die in Paragraph 1 erwähnte Akte auch die Argumente, die die Ausdehnung der Ursprungsregion dieser Sorte auf das Gebiet der Wallonischen Region begründen und den Abschluss des in Artikel 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2009 erwähnten Abkommens ermöglichen. Die Erhaltungszüchtung auf dem Gebiet der Wallonischen Region nach Artikel 1 § 2 erfolgt selbst dann, wenn eine Erhaltungszüchtung in der Ursprungsregion der Sorte in dem Nachbarland durchgeführt wird.

Art. 2 - Die Person, die die Erhaltungszüchtung einer Erhaltungssorte gewährleistet, wird als solche von der Dienststelle eingetragen, und dies unter den durch den Königlichen Erlass vom 25. Oktober 1991 zur Festlegung der Vergütungen, die für die Kontrolle der in der Landwirtschaft und im Gartenbau benutzten Samen und Pflanzlinge, sowie für die Ausübung bestimmter Berufe in der Land- und Forstwirtschaft sowie im Gartenbau geschuldet werden, festgelegten finanziellen Bedingungen.

Die Person, die die Erhaltungszüchtung von Erhaltungssorten gewährleistet, teilt der Dienststelle jedes Jahr vor Ablauf der in Artikel 5 § 1 festgelegten Fristen schriftlich für jede der betreffenden Sorten das Programm der Erhaltungszucht mit unter Angabe:

- 1° des angewandten Verfahrens;
- 2° des Standorts der Parzellen;
- 3° der Fläche der Parzellen;
- 4° der Bestimmung des zu erzeugenden Saatguts;
- 5° der im Laufe des vorangegangenen Erntejahres erzeugten Saatgutmengen.

Die Dienststelle kann vor Ort und ohne Voranmeldung jede Kontrolle durchführen, die sie in Bezug auf die Erhaltungszüchtung und die Verfügbarkeit des Saatguts zwecks dessen Inverkehrbringens für notwendig hält.

Art. 3 - Der Lieferant von Saatgut der Erhaltungssorten wird bei der Dienststelle eingetragen.

Die Dienststelle genehmigt die Tätigkeit eines Lieferanten von Saatgut der Erhaltungssorten, nachdem sie festgestellt hat, dass der Lieferant über Räumlichkeiten verfügt, die sauber, trocken, gut belüftet und beleuchtet sind und deren Flächen den geplanten Mengen des zu erzeugenden Saatguts entsprechen. Der Lieferant verfügt über die angesichts der zu erzeugenden Saatgutmenge notwendigen Vorrichtungen und Geräte sowie über das notwendige Material zur Verpackung und Kennzeichnung dieses Saatguts. Es muss zumindest eine Waage vorhanden sein, die das Wiegen des verpackten Saatguts mit ausreichender Genauigkeit ermöglicht. Der Lieferant bezeichnet eine natürliche Person, die für den Erzeugungprozess verantwortlich ist.

Die Genehmigung wird für ein Jahr gewährt und wird stillschweigend erneuert, sofern die festgelegten Bedingungen erfüllt bleiben, die Erzeugung der Gesetzgebung entspricht und der Lieferant seinen Verpflichtungen der Dienststelle gegenüber nachkommt. Die Genehmigung wird von der Dienststelle widerrufen, wenn die Bedingungen nicht mehr erfüllt sind.

Art. 4 - Für jede erzeugte Sorte führt der Lieferant eine Materialbuchhaltung seiner Tätigkeit und legt sie der Dienststelle auf ihren Antrag hin vor. Diese Buchhaltung umfasst, je nach Erhaltungsart und Sorte, die folgenden Angaben zum eingehenden Saatgut:

- 1° Eingangsdatum der Partie;
- 2° Namen der Erhaltungsart und Sorte;
- 3° Kennnummer der Partie;
- 4° Nummer der analysierten Probe in Anwendung von Artikel 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2009;
- 5° Menge;
- 6° jede zweckmäßige Bemerkung oder Feststellung.

Diese Buchhaltung umfasst, je nach Erhaltungsart und Sorte, die folgenden Angaben zum ausgehenden Saatgut:

- 1° Erzeugungsdatum;
- 2° Ausgangsdatum;
- 3° Anzahl Packungen pro Gewichtskategorie;
- 4° Gesamtmenge;
- 5° falls die Kennnummer des Lieferanten beim Ausgang sich von der Partiennummer beim Eingang unterscheidet, den Zusammenhang mit der Kennnummer der eingehenden Partie.

Art. 5 - § 1. Ungeachtet der vermehrten Art teilt der Lieferant des Saatguts von Erhaltungssorten der Dienststelle nach den von ihr festgelegten Modalitäten den Standort der zur Vermehrung eingesetzten Parzellen sowie die Identität und die Kontaktdaten der mit der Aufsicht über diese Vermehrungen beauftragten Person mit.

Die in Absatz 1 angeführten Informationen werden der Dienststelle mitgeteilt:

- 1° vor dem 15. Januar für die vor dem 31. Dezember des Vorjahres ausgesäten Kulturen;
- 2° vor dem 15. April für die zwischen dem 1. Januar und dem 31. März desselben Jahres ausgesäten Kulturen;
- 3° vor dem 15. Mai für die zwischen dem 1. April und dem 30. April desselben Jahres ausgesäten Kulturen.

Bei nach dem 30. April ausgesäten Kulturen werden die in Absatz 1 erwähnten Informationen der Dienststelle spätestens fünfzehn Tage nach der Aussaat mitgeteilt.

Die Dienststelle hat freien Zugang zu den Vermehrungsparzellen. Sie benachrichtigt die mit der Aufsicht über die Vermehrungen beauftragte Person, bevor sie sich an Ort und Stelle begibt.

§ 2. Die Dienststelle hat zu den Öffnungszeiten der Anlagen des Lieferanten freien Zugang zum geernteten Saatgutbestand oder zu einem Zeitpunkt, der zwischen der Dienststelle und dem Lieferanten vereinbart worden ist. Sie kann jede Probe entnehmen, die sie für nötig hält. Die gemäß Artikel 18 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2009 durchgeführte Nachkontrolle kann insbesondere dazu dienen, die Auswirkungen von auf dem Feld festgestellten Gegebenheiten auf die Qualität des Saatguts zu prüfen. Sie kann auch durch eventuelle Probleme beim Einsatz des erzeugten Saatguts, die der Dienststelle mitgeteilt oder von der Dienststelle festgestellt wurden, veranlasst werden.

Mit Ausnahme der Proben der Partien von Pflanzkartoffeln, die nicht aufbewahrt werden, stellt der Lieferant der Dienststelle während mindestens zwei Jahren ab dem Abschlussdatum der Analyse eine Probe der in Anwendung von Artikel 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2009 in Verkehr gebrachten und analysierten Saatgutpartien zur Verfügung. Ungeachtet der vermehrten Art werden die Ergebnisse der durchgeführten Analysen der Dienststelle während mindestens zwei Jahren ab dem Abschlussdatum der Analyse zur Verfügung gestellt.

Namur, den 10. März 2017

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/201892]

10 MAART 2017. — Ministerieel besluit houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2009 tot invoering van bepaalde afwijkingen voor de toelating van landrassen en rassen in de landbouw die zich op natuurlijke wijze hebben aangepast aan de lokale en regionale omstandigheden en die door genetische erosie worden bedreigd, en voor het in de handel brengen van zaaizaad en pootaardappelen van die landrassen en rassen

De Minister van Landbouw,

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikel D.134, 1°, 2°, 4°, 8°, 9° en 10°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2009 tot invoering van bepaalde afwijkingen voor de toelating van landrassen en rassen in de landbouw die zich op natuurlijke wijze hebben aangepast aan de lokale en regionale omstandigheden en die door genetische erosie worden bedreigd, en voor het in de handel brengen van zaaizaad en pootaardappelen van die landrassen en rassen, op de artikelen 11, 18, 23 en 24;

Gelet op het evaluatierapport betreffende de weerslag van het project, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties van september 1995 en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid van 13 juli 2016, goedgekeurd op 13 oktober 2016;

Gelet op advies 60.882/4 van de Raad van State, gegeven op 13 mei 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, e° eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Een instandhoudingsras wordt, op verzoek van de natuurlijke of rechtspersoon die de instandhouding van dat ras waarborgt, opgenomen in de rassencatalogus van de landbouwgewassen vastgesteld bij besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014 betreffende de rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen en tot opheffing van verschillende desbetreffende bepalingen.

De aanvraag wordt aan de Dienst gericht, in de vorm van een dossier dat alle gegevens bevat bedoeld in artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2009 tot invoering van bepaalde afwijkingen voor de toelating van landrassen en rassen in de landbouw die zich op natuurlijke wijze hebben aangepast aan de lokale en regionale omstandigheden en die door genetische erosie worden bedreigd, en voor het in de handel brengen van zaaizaad en pootaardappelen van die landrassen en rassen, hierna het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2009 genoemd.

De kennis opgedaan op basis van praktische ervaring tijdens de teelt, de vermeerdering en het gebruik, bedoeld in artikel 6, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2009, omvat ook gegevens waarmee de gekende oudste oorsprong van het beschikbare zaad getraceerd en geverifieerd kan worden voor de instandhouding of de productie van zaad van het ras.

De aanvraag gaat daadwerkelijk in vanaf het ogenblik waarop de Dienst de retributie, verschuldigd aan het Fonds voor de indiening van de opnameaanvraag bedoeld in artikel 11, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2009, in ontvangst heeft genomen. De datum van inontvangstname van de betaling van de retributie geldt als referentiedatum voor de aanvraag.

§ 2. De Dienst gaat na of het instandhoudingsras daadwerkelijk gehandhaafd wordt en of het aan de voorgestelde beschrijving beantwoordt. De effectieve handhaving impliceert de teelt van het ras met inachtneming van de regels van de instandhoudingsselectie aanbevolen voor bedoeld ras en volgens de modaliteiten die in artikel 2 vastliggen.

§ 3. De Dienst beslist over de toelating van het ras tot de catalogus nadat in de teelt vastgesteld is kunnen worden dat het ras overeenstemt met de beschrijving van de aanvrager. Het ras wordt tot de catalogus toegelaten als de Dienst niet over de aanvraag beslist heeft op 1 oktober van het jaar van verificatie van de rasomschrijving.

De Dienst kan verzoeken om het advies van elke wetenschappelijke instelling, van elk orgaan actief in de instandhouding van de biodiversiteit van gekweekte plantenrassen of van het « Comité wallon pour l'élaboration du catalogue des variétés des espèces de plantes agricoles et l'élaboration du catalogue des variétés des espèces de légumes », ingevoerd bij artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014 bedoeld in paragraaf 1.

De weigering van toelating van het ras tot de catalogus wordt met redenen omkleed aan de indiener van de aanvraag gericht.

Een instandhoudingsras blijft in de catalogus opgenomen zolang de instandhoudingsselectie overeenkomstig artikel 2 waargenomen wordt door minstens één bij de Dienst geregistreerde verantwoordelijke persoon en zolang zaad beschikbaar is voor de commercialisering van het ras.

§ 4. Wanneer een ras als instandhoudingsras opgenomen is in de catalogus van een buurland, omvat het dossier bedoeld in paragraaf 1 ook de argumenten die ten grondslag liggen aan de uitbreiding van dat ras van de streek van oorsprong naar het grondgebied van het Waalse Gewest en die het sluiten van het akkoord bedoeld in artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2009 mogelijk maken. De instandhoudingsselectie op het grondgebied van het Waalse Gewest, bedoeld in artikel 1, § 2, is van toepassing, zelfs als een instandhoudingsselectie wordt uitgevoerd in de streek van oorsprong van het ras in het buurland.

Art. 2. De persoon die instaat voor de instandhoudingsselectie van een ras wordt als dusdanig door de Dienst geregistreerd onder de financiële voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit van 25 oktober 1991 houdende vaststelling van de vergoedingen, verschuldigd voor de keuring van zaaizaad en pootgoed voor land- en tuinbouw, alsmede van de vergoedingen verschuldigd voor de uitoefening van bepaalde beroepen in de land-, tuin- en bosbouw.

Elke persoon belast met de instandhouding van een ras moet elk jaar aan de Dienst voor elk van de betrokken rassen voor de einddata vastgesteld in artikel 5, § 1, het jaarlijks instandhoudingsprogramma schriftelijk voorleggen onder opgave van :

- 1° de toegepaste methode;
- 2° de ligging van de percelen;
- 3° de oppervlakte van de percelen;
- 4° de bestemming van het te produceren zaad;
- 5° de hoeveelheid zaad geproduceerd tijdens het voorafgaande productieseizoen.

De Dienst kan ter plaatse en zonder voorafgaande kennisgeving elke nodig geachte controle voeren i.v.m. de instandhoudingsselectie en de beschikbaarheid van het zaad met het oog op de commercialisering ervan.

Art. 3. De leverancier van zaad van instandhoudingsrassen is bij de Dienst geregistreerd.

De Dienst geeft de leverancier van zaad van instandhoudingsrassen toestemming om zijn activiteit uit te oefenen na te hebben vastgesteld dat hij beschikt over reine, droge, goed verluchte en verlichte lokalen waarvan de oppervlakte strookt met de zaadvolumes die hij overweegt te produceren. De leverancier beschikt over de nodige middelen en apparatuur m.b.t. het zaadvolume dat hij overweegt te produceren, alsook over het nodige materiaal voor de verpakking en de etikettering van het zaad. Er is minstens één weegschaal voorhanden zodat het verpakte zaad met voldoende precisie gewogen kan worden. De leverancier wijst een natuurlijke persoon aan die verantwoordelijk is voor het productieproces.

De toestemming wordt verleend voor één jaar en is stilzwijgend hernieuwbaar voor zover de gestelde voorwaarden vervuld blijven, de productie conform de wetgeving is en de leverancier zijn verplichtingen jegens de Dienst nakomt. De toestemming wordt door de Dienst ingetrokken als de voorwaarden niet meer vervuld zijn.

Art. 4. Voor elk gekweekt gewas houdt de leverancier een voorraadboekhouding van zijn activiteit bij, die hij op verzoek aan de Dienst voorlegt. Die boekhouding vermeldt, per soort en per instandhoudingsras, de volgende gegevens over het zaad bij de ingang :

- 1° de datum van ontvangst van de partij;
- 2° de naam van het soort en van het instandhoudingsras;
- 3° het referentienummer van de partij;
- 4° het nummer van het monster dat geanalyseerd werd overeenkomstig artikel 14 van het besluit van de Regering van 29 oktober 2009;
- 5° de hoeveelheid;
- 6° elke relevante bemerking of vaststelling.

Die boekhouding vermeldt, per soort en per instandhoudingsras, de volgende gegevens over het zaad bij de uitgang :

- 1° de productiedatum;
- 2° de uitgangsdatum;
- 3° het aantal verpakkingen per gewichtscategorie;
- 4° de totale hoeveelheid;
- 5° als het referentienummer van de leverancier bij de uitgang verschilt van het partijnummer bij de ingang, het verband met het referentienummer van de ingaande partij.

Art. 5. § 1. De leverancier van instandhoudingsrassen, ongeacht het vermeerde gewas, deelt de Dienst volgens door laatstgenoemde bepaalde modaliteiten de ligging mee van de aangelegde vermeederingspercelen alsook van de identiteit en de persoonsgegevens van de persoon belast met de opvolging van de vermeederingspercelen.

De informatie bedoeld in lid 1 wordt aan de Dienst medegedeeld voor :

- 1° 15 januari voor de gewassen ingezaaid voor 31 december van het voorafgaande jaar;
- 2° 15 april voor de gewassen ingezaaid tussen 1 januari en 31 maart van hetzelfde jaar;
- 3° 15 mei voor de gewassen ingezaaid tussen 1 april en 30 april van hetzelfde jaar.

De informatie bedoeld in lid 1 wordt uiterlijk vijftien dagen na het zaaibed voor de gewassen, ingezaaid na 30 april, aan de Dienst medegedeeld.

De Dienst heeft vrije toegang tot de vermeederingspercelen. Voor zijn bezoek verwittigt de Dienst de persoon belast met de opvolging van de vermeederingspercelen.

§ 2. De Dienst heeft tijdens de openingsuren van de installaties van de leverancier of na afspraak tussen de Dienst en de leverancier vrije toegang tot de voorraad geoogst zaad. De Dienst kan elk monster nemen dat hij nodig acht. De controle, uitgevoerd overeenkomstig artikel 18 van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2009, kan met name dienen om de gevolgen van te velde verrichte vaststellingen na te gaan voor de kwaliteit van het zaad. Deze controle kan eveneens gemotiveerd worden door eventuele problemen, aan de Dienst medegedeeld of door laatstgenoemde vastgesteld, bij het gebruik van het gekweekte zaad.

Uitgezonderd de minstens van partijen pootgoed die niet in stand worden gehouden, houdt de leverancier legt de Dienst gedurende minstens twee jaar, met ingang op de datum van afsluiting van de analyse, een monster ter beschikking van de in de handel gebrachte partijen zaad geanalyseerd overeenkomstig artikel 14 van het besluit van de Regering van 29 oktober 2009. Ongeacht het vermeerde ras, worden de resultaten van de uitgevoerde analyses ter beschikking van de Dienst gehouden tijdens minstens twee jaar te rekenen van de datum van afsluiting van de analyse.

Namen, 10 maart 2017.

R. COLLIN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/11550]

31 MARS 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification de dénominations dans diverses réglementations applicables à Bruxelles urbanisme & patrimoine

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ensemble des textes listés ci-après, à l'article 1^{er};

Vu le « test gender » du 14 mars 2016, réalisé en vertu de l'article 3 de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que le Gouvernement a pris une décision le 20 juillet 2016 visant à restructurer le Service public régional de Bruxelles en scindant entre autres la Direction générale Bruxelles Développement urbaine en deux directions, Bruxelles Logement et Bruxelles Urbanisme & Patrimoine;

Que les missions actuelles de Bruxelles développement urbain sont réaffectées entre Bruxelles Logement et Bruxelles Urbanisme & Patrimoine;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/11550]

31 MAART 2017. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende wijziging van de benamingen in verscheidene regelgevingen van toepassing op Brussel Stedenbouw & Erfgoed

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op alle teksten die in het onderstaande artikel 1 staan opgelijst;

Gelet op de « gender test » van 14 maart 2016, uitgevoerd krachtens artikel 3 van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de Regering op 20 juli 2016 een beslissing heeft genomen met betrekking tot de herstructurering van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel door onder meer de Directie-Generaal Brussel Stedelijke Ontwikkeling op te delen in twee afzonderlijke directies, Brussel Huisvesting en Brussel Stedenbouw & Erfgoed;

Dat de huidige functies van Brussel Stedelijke Ontwikkeling verdeeld worden over Brussel Huisvesting en Brussel Stedenbouw & Erfgoed;